

Questions orales

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, sûrement, je sais que le Parti libéral du Canada ne peut s'accorder avec ce fait parce qu'il argumente le contraire. Ils sont d'avis qu'en termes de renouveau économique, il aurait fallu traiter de la récession globale qui a affecté tous les pays du monde, comme eux l'ont fait en 1981-1982, avec, au sortir de la récession, des taux d'intérêt à 22 p. 100, avec une dette galopante et avec un taux de chômage supérieur à celui d'aujourd'hui. Ça, c'est la recette du Parti libéral. Des taux d'intérêt de 22 p. 100, c'est très peu pour aider les petites entreprises et les entreprises de Montréal à créer des emplois, et cette recette-là, on l'a rejetée à la faveur des gens de Montréal.

• (1420)

[Traduction]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, selon une étude indépendante commandée par la ville de Montréal, la réforme du programme d'assurance-chômage par le gouvernement fédéral aura pour effet de priver Montréal de 490 millions de dollars.

À supposer que le gouvernement a déjà examiné les effets de sa propre mesure législative, le ministre de l'Emploi pourrait-il nous dire combien d'argent sera retiré de l'économie de Toronto ou d'autres villes importantes à cause de ce projet de loi? Les grandes villes et les centres urbains ont beaucoup de chômeurs. Combien d'argent le gouvernement retire-t-il de l'économie urbaine?

[Français]

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Que la question soit posée en anglais ou en français, la réponse est la même, monsieur le Président.

[Traduction]

Comment pouvions-nous faire en sorte que les petites entreprises puissent créer des emplois sans payer des impôts supplémentaires en 1993? En gelant leurs cotisations à l'assurance-chômage ou en leur offrant un crédit d'impôt pour ces cotisations? Comment pouvions-nous dépenser 260 millions de dollars supplémentaires pour former les chômeurs dans les centres urbains du Canada? Comment pouvions-nous puiser 300 millions de dollars dans la caisse d'assurance-chômage pour aider les travailleurs déplacés?

Il y avait une solution: accroître le déficit ou augmenter les impôts des contribuables. C'est celle du Parti libéral que nous avons rejetée.

Mme Sheila Finestone (Mont-Royal): Monsieur le Président, je voudrais rappeler au ministre que ce n'est pas l'argent du gouvernement mais l'argent des Canadiens qui est dépensé.

Montréal, avec ses 250 000 chômeurs, a été baptisée la capitale du chômage au Canada. Dans notre économie, ce sont les femmes et les jeunes qui sont les plus durement touchés par la politique du ruissellement que suit le gouvernement.

Comment ce gouvernement peut-il retirer 490 millions de dollars de la caisse d'assurance-chômage quand les jeunes et les femmes veulent avoir la possibilité de travailler? Que leur répondez-vous avec votre politique du ruissellement?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, ce n'est pas drôle. Quand nous avons eu le débat sur le libre-échange, les libéraux ont parlé d'américanisation du mode de vie des Canadiens. Maintenant, ils ont entendu le mot ruissellement aux États-Unis et l'utilisent au Canada. C'est ça, le Parti libéral.

Chaque jour, le secteur privé crée des emplois dans notre pays. Avec notre politique économique et les mesures que nous proposons, quelle est la meilleure façon pour le gouvernement d'aider les chômeurs à réintégrer le marché du travail? Leur donner une formation.

En ce qui concerne l'argent des contribuables, nous consacrons 3,8 milliards de dollars à la formation des Canadiens, mesure à laquelle s'est constamment opposé le Parti libéral du Canada.

Qu'il ait le courage de se lever et d'être franc envers les Canadiens. Qu'il ait le courage de leur dire sa position concernant l'assurance-chômage.

Mme Sheila Finestone (Mont-Royal): Monsieur le Président, cette réponse me rend malade. Elle rend malades aussi les Canadiens, qui sont fatigués d'un gouvernement qui ne prend pas la responsabilité des mesures qu'il a adoptées et qui créent des situations semblables à celle qui existe actuellement à Montréal.

Le fait est, et c'est la triste réalité, qu'il y a à Montréal 250 000 chômeurs et que vous avez pris 490 millions de dollars. . .

M. le Président: Je sais que ces questions tiennent beaucoup à coeur aux députés. Je prierais ceux qui veulent faire des interventions de le faire par l'entremise de la présidence.

Mme Finestone: Le ministre est-il prêt à aller dans l'est de Montréal pour voir toute l'ampleur de la pauvreté? Est-il prêt à aller dans le quartier Côte-des-Neiges pour voir la désolation dans laquelle se trouve ce quartier? Est-il prêt à aller aux banques d'alimentation pour